

Les autorités de régulation financière

La Cour a contrôlé, à partir de juillet 2006, les trois principales autorités de contrôle et de régulation financière résultant de la loi bancaire du 24 janvier 1984 et de la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 :

- la Commission bancaire, qui assure le contrôle des établissements de crédit et entreprises d'investissement,*
- l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) qui contrôle les entreprises d'assurance relevant de trois codes différents (assurances, mutualité et sécurité sociale),*
- enfin, l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui veille à la protection de l'épargne financière, à l'information des investisseurs et au bon fonctionnement des marchés financiers.*

A l'issue de ces enquêtes, elle a adressé, en 2008 et au début de 2009, trois référés au ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi contenant ses principales observations sur l'organisation, le fonctionnement et les moyens d'intervention de ces autorités administratives indépendantes qui ont la responsabilité du contrôle des professionnels du secteur financier.

Dans son rapport public annuel de février 2009, la Cour a procédé à une évaluation comparée de ces autorités. Elle y a souligné notamment que le dispositif français de contrôle et de régulation financière devait être rationalisé, coordonné et renforcé et a présenté dix recommandations. Ces recommandations, comme les observations qu'elle a formulées aux différents stades de ses contrôles, se sont révélées particulièrement adaptées aux problèmes que le développement de la crise bancaire mondiale à partir de l'automne 2008 a mis en lumière, et ont bien anticipé les réponses à apporter aux critiques générales qui se sont exprimées sur la responsabilité des régulateurs financiers. Cette crise a favorisé la prise de conscience de la nécessité de réformer le système de régulation financière et la prise en compte des recommandations formulées par la Cour.

Lors de la publication de ses deux rapports sur les concours publics aux établissements de crédit en juin 2009 et mai 2010, la Cour a réitéré certaines de ses observations sur la supervision prudentielle et insisté plus particulièrement sur la nécessité de renforcer leurs moyens d'investigation et de sanction.

La quasi-totalité des recommandations formulées par la Cour a ainsi trouvé, certes avec un décalage dans le temps, une traduction très concrète dans les réformes entreprises en 2010.

D'une part, l'ordonnance n°2010-76 du 21 janvier 2010 a fusionné quatre autorités : outre celles qui étaient compétentes pour l'agrément des établissements de crédit et des organismes d'assurance (CECEI et CEA²⁸), les deux autorités de supervision prudentielle des établissements de crédit et des organismes d'assurance ont laissé place à l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP).

D'autre part, la nouvelle loi de régulation bancaire et financière n°2010-1249 du 22 octobre 2010 a apporté les compléments en terme de pouvoirs, de fonctionnement et de procédures que la Cour jugeait indispensables pour rénover en profondeur l'architecture de la supervision, sans préjudice des avancées et novations que les travaux européens apportent de leur côté²⁹.

I - La simplification des structures de supervision

Les recommandations de la Cour portaient sur l'opportunité de reconfigurer des organisations éclatées :

- **en réduisant leur nombre ;**
- **en faisant converger l'organisation et le fonctionnement de la supervision de deux secteurs financiers aux logiques économiques différenciées : celui des établissements de crédit et entreprises d'investissement, et celui des organismes d'assurance et des mutuelles.**

²⁸ Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) ; Comité des entreprises d'assurance (CEA).

²⁹ Le 22 septembre 2010, le Parlement européen a adopté les règlements du Parlement européen et du Conseil instituant trois autorités européennes de surveillance financière (pour les banques, les assurances et pensions professionnelles, et les marchés financiers), basées respectivement à Londres, Francfort et Paris, et un Comité européen du risque systémique (CERS). Les nouvelles autorités auront le droit d'intervenir sur les marchés et d'agir vis-à-vis des instances de surveillance nationales avec force contraignante.

L'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), qualifiée d'autorité administrative indépendante³⁰, est désormais chargée du processus complet allant de l'agrément à la surveillance individuelle des établissements bancaires et d'assurance dans l'intérêt de leurs clientèles et dans le contexte d'une surveillance accrue de la stabilité financière.

L'ACP est adossée à la Banque de France. La Cour avait relevé l'intérêt de cet adossement institutionnel, la surveillance *macro prudentielle* dont les banques centrales sont responsables pour préserver la stabilité financière devant être reliée à celle *micro prudentielle* exercée par les autorités de contrôle sur les établissements assujettis. La crise financière a démontré – et la crise de confiance dans la solidité de la zone euro l'a confirmé – que cette organisation du contrôle prudentiel a certainement été la plus apte à surmonter les problèmes survenus au sein du secteur bancaire (le secteur des assurances n'ayant pas connu, en France, les mêmes difficultés).

Les nouveaux textes ont également revu le périmètre des professionnels assujettis, tout en centrant l'activité de supervision et de contrôle sur les professions les plus importantes. Ainsi, l'ordonnance du 21 janvier 2010 a placé sous le contrôle de l'ACP les mutuelles du livre II du code de la mutualité qui sont des organismes pratiquant l'assurance au sens des directives européennes³¹ et que l'ACAM ne contrôlait qu'en partie³². L'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009 qui a transposé la troisième directive relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme a modifié les conditions d'exercice de l'activité de changeur manuel avec un double objectif : renforcer le contrôle de la profession tout en exemptant du champ du contrôle les entités les moins significatives³³.

La loi de régulation prévoit que l'ACP pourra, comme le faisait déjà l'AMF, déléguer certains contrôles à des associations professionnelles.

³⁰ A la différence de l'AMF qui est une autorité publique indépendante.

³¹ En revanche, le contrôle des organismes relevant du livre III du code de la mutualité, qui gèrent des œuvres sanitaires et sociales et ne sont pas des organismes d'assurance, est désormais de la compétence de l'Etat. Il est confié, sur alerte de l'ARS ou d'une DRJSCS, à la Mission nationale de contrôle.

³² Le contrôle de ces mutuelles était déconcentré et exercé en pratique par les DRASS, le préfet de région ayant le pouvoir de saisir l'ACAM s'il estimait que des sanctions devaient être prises.

³³ Le nombre des changeurs manuels assujettis a été ramené de 461 à 194.

II - Les réponses aux lacunes de la coordination entre autorités financières nationales

Les recommandations de la Cour s'inscrivaient dans l'architecture antérieure, où plusieurs autorités de supervision prudentielle coexistaient avec l'Autorité des marchés financiers, seule chargée de la surveillance des marchés financiers. Elles soulignaient que la coordination entre autorités devait progresser et contribuer ainsi à donner aux pouvoirs publics et à la Banque de France une vision et un cadre d'action transversaux sur les différents aspects du système financier.

A ce titre, la Cour recommandait que le Collège des autorités de contrôle du secteur financier (CACES), structure de concertation mise en place par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 et présidée par le ministre chargé de l'économie, soit réorientée et que ses missions et compétences soient renforcées.

La crise bancaire et financière a favorisé la mise en œuvre par les pays membres du G20 d'un ensemble d'actions coordonnées pour renforcer la stabilité financière³⁴. Parmi les outils de la surveillance, la création d'une instance capable de mieux appréhender les risques transversaux et systémiques était nécessaire. Les règlements adoptés par les institutions européennes prévoient la création d'un Comité européen du risque systémique (CERS)³⁵ qui s'intègre, avec les trois autorités européennes³⁶ et les autorités nationales de supervision, au Système européen de surveillance financière. La France a pris une initiative de même nature en créant, aux termes de la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010, un Conseil de la régulation financière et du risque systémique, destiné à remplacer le CACES.

³⁴ Un des lieux de cette coordination est le Conseil de stabilité financière (FSB).

³⁵ Présidé par le président de la BCE et doté d'un conseil général, composé des gouverneurs des banques centrales, des superviseurs européens, de la commission européenne et de personnalités indépendantes, le CERS aura pour mission d'identifier les risques systémiques, d'émettre des alertes et de formuler des recommandations d'ordre général ou spécifique à destination de l'Union, des Etats membres ou des autorités de surveillance. Il devrait être mis en place au début de 2011.

³⁶ Ces trois autorités sont en charge des banques, des marchés financiers et du secteur des assurances et des pensions professionnelles.

Les trois missions de ce conseil répondent aux préconisations de la Cour :

- veiller à la coopération et à l'échange d'information entre les institutions que ses membres représentent ;

- examiner les analyses de la situation du secteur et des marchés financiers et évaluer les risques systémiques qu'ils comportent en prenant en compte les avis du comité européen du risque systémique ;

- faciliter la coopération et la synthèse des travaux d'élaboration des normes internationales et européennes applicables au secteur financier.

Le pouvoir de recommandation que préconisait la Cour n'a pas été traduit dans les textes législatifs et réglementaires, mais il pourra sans doute s'exercer dans la pratique sous la forme d'avis, de conseils ou de prises de position que ce conseil estimera nécessaire d'émettre.

Le conseil devra remettre un rapport public annuel au Parlement, comme l'avait recommandé la Cour.

III - La clarification des responsabilités concernant la protection des épargnants, notamment dans le domaine de la publicité et de la commercialisation des produits financiers

La Cour avait fait le constat que les textes ne conféraient pas à l'ancienne Commission bancaire une responsabilité particulière de contrôle dans son secteur, tandis que l'ACAM exerçait des tâches de surveillance dans son domaine et que l'AMF avait, de par la loi du 1^{er} août 2003, une mission générale de protection de l'épargne.

Elle préconisait la désignation d'un chef de file assurant la coordination qui aurait pu être l'AMF.

Cette recommandation en faveur de la protection des épargnants a été entendue dans son principe, mais les textes ont retenu une autre option que celle d'un chef de file unique.

En effet, l'ACP participe à l'exercice de la mission de protection des épargnants, puisqu'elle est chargée de veiller « à la protection des clients, assurés, adhérents et bénéficiaires des personnes soumises à son

contrôle »³⁷. La loi a créé un pôle commun entre l'ACP et l'AMF, destiné à coordonner les actions des deux autorités pour le contrôle des pratiques commerciales en matière de services bancaires et de produits financiers. Le pôle commun ne dispose pas de services propres et n'ajoute ni ne retranche aucune compétence aux deux autorités.

De premières actions concrètes ont été lancées en 2010. Un service d'information et d'accueil téléphonique et par Internet des demandes du public, appelé « Assurance Banque Épargne Info-Service », a été créé au mois de juin dernier. Par ailleurs, afin de renforcer le contrôle des pratiques commerciales, un certain nombre de mesures ont été prises par l'AMF et l'ACP (création de nouvelles directions, observatoire de l'épargne, campagnes « d'achats mystères » pour l'AMF, recommandation de l'ACP et position de l'AMF sur la commercialisation des contrats d'assurance-vie en unités de compte composées d'instruments financiers complexes).

Il n'en demeure pas moins que la construction issue de l'ordonnance qui a créé l'ACP n'est pas simple et demande des moyens importants. La Cour vérifiera si ce nouveau dispositif apporte une amélioration réelle et visible de la protection de l'investisseur particulier.

IV - Le renforcement des pouvoirs et des moyens financiers des autorités

A - Le renforcement des pouvoirs de sanction et de la sécurité juridique des procédures de sanction

La Cour préconisait un relèvement des plafonds de sanctions pécuniaires applicables tant par l'AMF que par la Commission bancaire, et recommandait de s'appuyer sur la référence au chiffre d'affaires (ce que faisait d'ailleurs l'ACAM avant sa fusion).

Elle a rappelé, dans son rapport sur les concours publics aux établissements de crédit, que la répression des comportements à risque impliquait nécessairement que les autorités disposent de pouvoirs de sanction vraiment dissuasifs. Elle recommandait que l'anonymat des sanctions ne soit plus la règle mais l'exception. Enfin, elle appelait à poursuivre la modernisation des procédures de sanction.

³⁷ Article L. 612-1-I du code monétaire et financier.

Ces recommandations ont été très largement suivies d'effet, notamment grâce à l'enrichissement au cours de la discussion parlementaire du projet du gouvernement sur la régulation bancaire et financière.

Ainsi, les plafonds de sanctions ont été relevés pour les deux autorités, ACP et AMF. La Cour observe qu'il a fallu plusieurs textes successifs depuis les années 2000 et un changement de comportement lié à une crise majeure pour parvenir à cet élargissement des marges de manœuvre des deux commissions des sanctions.

De même, la loi du 22 octobre 2010 pose le principe que la publicité de la sanction est la règle, modifiant, ainsi, des positions prises antérieurement, notamment, par la Commission bancaire. La Cour avait souligné que l'absence de publicité pouvait, dans certains cas, réduire l'efficacité de sanctions. La France se situe désormais parmi les Etats membres les plus avancés de l'Union européenne.

De nombreuses avancées relatives à la sécurité juridique des procédures de sanction sont désormais acquises.

La Cour avait appelé l'attention du ministre sur la nécessité pour la Commission bancaire et l'ACAM de se conformer plus complètement aux obligations relatives à l'organisation d'un procès équitable, à défaut de quoi la création d'une commission des sanctions séparée du collège des autorités deviendrait inévitable. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a confirmé la pertinence de ces observations³⁸. L'ACP dispose désormais d'une commission des sanctions à l'instar de la situation qui, dès 2003, a prévalu au sein de l'AMF.

Le collège de l'AMF a été doté de nouveaux pouvoirs que la Cour estimait utiles à l'amélioration des procédures : présence de l'autorité de poursuite au soutien des griefs devant la commission des sanctions, droit de recours contre les décisions de celle-ci, pouvoir d'entrer en « composition administrative » bien qu'étroitement encadré dans ses modalités d'utilisation³⁹.

La Cour était également favorable à ce que l'AMF conserve son pouvoir d'enquêtes administratives, sous réserve de sensibles améliorations dans les modalités de leur conduite. L'AMF a travaillé à

³⁸ Arrêt de la CEDH « DUBUS » du 11 juin 2009, à propos de la Commission bancaire.

³⁹ La « composition administrative » conduit à un accord de transaction pécuniaire. La loi exclut certains cas (abus de marché, diffusion de fausse information) et certaines professions (infrastructures de marché).

des propositions concrètes, de nature à répondre aux exigences d'impartialité et de rigueur procédurales (introduction avant la notification des griefs d'une phase de droit de réponse pour les personnes susceptibles d'être mises en cause, mise en place d'une charte de l'enquête, notamment). La collaboration avec les autorités judiciaires en matière d'enquête sur les abus de marché n'en est pas moins essentielle, dans la mesure où ces abus gardent leur double qualification de manquement administratif et de délit.

Au total, les procédures de sanctions atteignent progressivement leur maturité, mais de nouveaux défis apparaissent dans la régulation financière au niveau européen, où, par exemple, il n'existe pas de définition commune de la sanction.

B - La clarification des modalités de financement et la levée des limitations sur les moyens à accorder

La Cour avait souligné la nécessité d'adapter les moyens de la Commission bancaire pour lui permettre de faire face à ses responsabilités. Elle avait ouvert des options pour ne plus faire dépendre le financement du contrôle bancaire du seul budget de la Banque de France qui avait pour effet d'amputer le dividende que celle-ci versait à l'Etat.

Pour ce qui concerne l'AMF qui connaissait déjà un financement par ressources contributives, elle soulignait que le système des droits et contributions présentait le triple inconvénient d'être source de disparités entre contributeurs, lourd à gérer et affecté d'une forte volatilité. Dès 2008, elle recommandait une remise à plat du dispositif d'ensemble et l'inclusion de ce chantier dans les travaux de modernisation de la gestion de l'AMF.

Les dispositions prises pour l'ACP consacrent le bien-fondé d'une contribution de tous les professionnels à leur contrôle⁴⁰, quelle que soit l'autorité de régulation dont ils dépendaient antérieurement. Elles assurent une plus grande souplesse et une plus grande réactivité dans les décisions d'allocation des moyens nécessaires à la supervision.

Par sa taille, l'ACP aura une influence accrue dans les enceintes de surveillance et de supervision européennes et internationales et sera mieux à même d'adapter ses moyens aux exigences d'un contrôle rendu

⁴⁰ Le budget de l'ACP s'élève à près de 164 M€ pour 2010 dont près de 126 M€ à la charge des établissements de crédit.

toujours plus complexe par l'élargissement des besoins de surveillance, mis en évidence par la crise financière.

La réforme du dispositif de financement de l'AMF, qui n'était pas considéré comme prioritaire par la direction générale du Trésor eu égard à l'importance des réserves financières de cette autorité à l'époque, a été plus longue à se concrétiser. L'évolution défavorable des recettes depuis 2009⁴¹ a contraint les pouvoirs publics à agir. Il fallait en effet tirer les conséquences du fait que les transactions sur les marchés réglementés ne représentent plus qu'une partie des ordres passés sur les marchés. La contribution financière du secteur de la gestion d'actifs aux ressources de l'AMF était, en outre, excessive par rapport à celle provenant d'autres professionnels. Il fallait aussi adapter la taxation des sociétés de gestion d'actifs au service rendu par l'AMF.

La loi de finances initiale pour 2011 prévoit de nouvelles recettes substantielles pour l'AMF et introduit deux innovations : d'une part, une redevance forfaitaire pour les sociétés émettrices⁴², d'autre part, une contribution acquittée par les prestataires en service d'investissement exerçant une activité de négociation d'instruments financiers pour compte propre⁴³. Le décret du 30 décembre 2010, pris en application de la loi de finances, permet d'augmenter les ressources de l'autorité de 25 M€ pour 2011.

⁴¹ En 2009, les recettes n'ont couvert que 72 % des charges générant un déficit de près de 17 M€ qui, en 2010, est prévu à hauteur de 24 M€.

⁴² Cette redevance ne concerne que les sociétés dont la capitalisation boursière excède 1 Md€.

⁴³ Sont visés les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dont l'exigence minimale en fonds propres excède 12 milliards d'euros.

**REPONSE DE LA MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET
DE L'INDUSTRIE**

Par courrier date du 14 décembre 2010, vous avez bien voulu m'adresser le projet d'insertion sur « le suivi des recommandations de la Cour sur les autorités de régulation financière », destiné à figurer dans le prochain rapport public annuel de la Cour.

Je vous en remercie et, en application des dispositions de l'article R. 136-1 du code des juridictions financières, souhaite vous faire part de mes remarques sur les points suivants.

En premier lieu, je note que la Cour observe que la quasi-totalité de ses recommandations a trouvé une traduction très concrète dans les réformes entreprises en 2010, et notamment dans l'ordonnance du 21 janvier créant l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et dans la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre. Je m'en réjouis, eu égard au travail que ces deux chantiers ont représenté pour ce ministère. Compte tenu des changements intervenus et des attentes suscitées, l'ACP et l'AMF doivent désormais trouver leur place dans ce nouvel environnement, avec des priorités qui correspondent à celles mentionnées par la Cour. En particulier, le pôle commun pour les questions de commercialisation doit permettre d'améliorer la coordination entre les deux autorités, tout en renforçant la protection des consommateurs.

Il importe donc que les deux autorités disposent désormais d'un cadre juridique stable afin de se concentrer sur la mise en œuvre effective de leurs nouveaux pouvoirs. Les dispositions relatives aux procédures de sanctions ont fait l'objet de modifications substantielles dans le cadre de la loi de régulation bancaire et financière et, comme le note la Cour, font désormais de la France un des Etats membres les plus avancés de l'Union européenne en la matière. Il convient donc de laisser les autorités les mettre en pratique.

En second lieu, je souhaiterais détailler certains points parmi les observations de la Cour :

Le Conseil de la régulation financière et du risque systémique (COREFRIS) ne dispose effectivement pas de pouvoir de recommandation. Ce conseil, que je préside et dont la première réunion devrait avoir lieu début 2011, réunit les acteurs publics concernés par les questions de stabilité financière et de coopération financière internationale, tout en préservant leurs indépendances respectives. Dès lors, il n'a pas semblé utile d'institutionnaliser un pouvoir de recommandation s'adressant aux entités supervisées par ces mêmes acteurs. Néanmoins, comme le remarque la Cour, rien n'empêchera le COREFRIS d'émettre des avis, conseils ou prises

de position. Enfin, le COREFRIS devra veiller au suivi des recommandations du comité européen du risque systémique (CERS).

Je partage la préoccupation de la Cour quant à l'absence de définition européenne harmonisée des sanctions que les autorités de régulation doivent pouvoir prononcer. La Commission européenne a lancé le 8 décembre une consultation publique sur le sujet, ce qui est une bonne chose. Il est nécessaire d'aller dans ce cadre vers une convergence des types de comportements qui peuvent être sanctionnés et des types de sanctions qui peuvent être prononcées. La révision en 2011 de la directive sur les abus de marché constitue à ce titre une opportunité.

Concernant la réforme de la procédure de sanction de l'Autorité des marchés financiers prévue dans la loi de régulation bancaire et financière, je précise que l'objectif est de la voir pleinement entrer en vigueur dès le début de l'année 2011. Elle traduit une avancée notable : un renforcement et une clarification du rôle du collège en tant qu'autorité de poursuite⁴⁴, notamment doté d'une capacité de faire recours des décisions de la commission des sanctions. Sur la nouvelle procédure de composition administrative, je rappelle que cette procédure ne couvrira que les manquements aux obligations professionnelles, et, comme le remarque la Cour, qu'elle ne concernera pas les abus de marché.

L'article 128 de la loi de finances initiale pour 2011 sur les ressources de l'AMF répond, comme le relève la Cour, à la dégradation de la situation de trésorerie de l'AMF au cours des deux dernières années, situation à laquelle ses réserves ne permettaient désormais plus de répondre. Mais, il témoigne également de la volonté du Gouvernement de proposer une véritable refonte du modèle de ressources propres de l'AMF avec un double objectif : limiter la volatilité des ressources de l'AMF et rééquilibrer les contributions entre les personnes assujetties. Il permettra également de répondre aux nouveaux besoins de l'AMF pour faire face à ses nouvelles missions. A cet égard, le décret pris en application de la loi de finances pour 2011 le 30 décembre 2010 prévoit une augmentation des ressources de l'AMF de 25 millions d'euros au titre de l'exercice actuel. L'AMF est parallèlement engagée dans un plan d'économies.

Mes services se tiennent à la disposition de la Cour pour tout élément complémentaire.

⁴⁴ Je remarque que la présence de l'autorité de poursuite était déjà d'ores et déjà possible devant la commission des sanctions (page 7) : la loi de régulation bancaire et financière permet désormais le dépôt par l'autorité de poursuite d'observations écrites sur l'ensemble des éléments produits par le rapporteur ou la défense.

**REPONSE DU MINISTRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS,
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT**

Par courrier en date du 14 décembre 2010, vous m'avez transmis un projet d'insertion relatif au «suivi des recommandations de la Cour sur les autorités de régulation financière » destiné à figurer dans le prochain rapport public annuel de la Cour des comptes.

Ce projet n'appelle de ma part aucune observation.

REPONSE DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

Les développements relatifs à l'autorité de contrôle prudentiel, qui exposent la réforme issue de l'ordonnance du 21 janvier 2010 et de la loi du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière, n'appellent pas de réponse en vue d'une publication dans le rapport public.

J'ai noté que le chapitre relatif à la protection des épargnants avait été complété, ainsi que je l'avais suggéré en réponse au relevé d'observations provisoires, pour citer l'action coordonnée de l'ACP e de l'AMF relative à la commercialisation d'instruments financiers complexes. A cet égard, sur un plan technique, il convient de distinguer le champ de la position de l'AMF qui porte sur la commercialisation directe de ces instruments, et celui de la recommandation de l'ACP qui porte sur la commercialisation des contrats d'assurance sur la vie en unité de compte constituées de tels instruments, conformément aux attributions respectives des deux autorités.

**REPONSE DU PRESIDENT DE L'AUTORITE DES MARCHES
FINANCIERS**

Nous accusons réception du projet d'insertion sur « le suivi des recommandations de la Cour sur les autorités de régulation financière», destiné à figurer dans le prochain rapport public annuel de la Cour des Comptes.

Nous n'avons pas de remarque particulière à formuler concernant le projet d'insertion.
